

« NOUS CONNAISSONS UN

Guido Gryseels, directeur général du Musée royal de l'Afrique centrale, nous explique le fonctionnement de son institution et son processus de rénovation. Selon lui, « la décolonisation du musée est lancée ».

Interview réalisée par Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

En 2001, Guido Gryseels est devenu directeur général du Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC), une institution fédérale qui n'offre pas seulement un ensemble d'expositions (permanentes et temporaires) mais qui est également un institut de recherche scientifique. Né en 1952, licencié en sciences économiques, docteur en sciences agronomiques, il est arrivé à la tête du musée après avoir mené une carrière internationale, notamment à la FAO. Dès sa prise de fonctions, il a été chargé de « moderniser » l'institution. Il s'est immédiatement fixé comme première priorité la « rénovation » de l'exposition permanente. On venait en effet de très loin. Tervuren était internationalement pointé du doigt comme « le dernier musée colonial ». En Belgique, les idées de beaucoup avaient été ébranlées par les « révélations » du livre d'Adam Hochschild, *Les fantômes du roi Léopold, Un holocauste oublié* (1998), qui levait un voile cru sur les crimes de masse du colonialisme belge, largement occultés au pays de Tintin. Guido Gryseels l'indiquait lui-même en 2002 : « Je viens d'une génération qui a vendu des calendriers et des cartes du Nouvel An pour aider les missionnaires en Afrique centrale. Et quand vous lisez toutes ces révélations, elles frappent fort. » (1). Mais l'exposition permanente du MRAC n'en disait rien.

La « rénovation » du musée était donc un sacré défi pour une institution *too big to fail*, mais qui se trouvait alors - et qui est toujours restée - dans une situation de crise, dont les causes sont multiples. L'origine du musée, conçu comme un instrument de propagande coloniale et rattaché au ministre des Colonies jusqu'en 1960, est aujourd'hui problématique. D'autant que, depuis les indépendances du Congo, du Rwanda et du Burundi, sa mission n'a toujours pas été (n'est toujours pas) vraiment redéfinie de manière cohérente, et que sa structure n'a pas été repensée. La crise tient également à l'évolution institutionnelle de la Belgique fédérale, de moins en moins encline à soutenir ses institutions scientifiques et ses musées. Le déni du gouvernement belge et du Palais royal par rapport aux crimes contre

l'humanité commis au nom de l'Etat ou de souverains belges dans les colonies est également problématique pour le musée. A cela s'ajoute un contexte de relations diplomatiques compliquées et parfois tendues entre les gouvernements belges et ceux des anciennes colonies. Enfin, les attentes contradictoires des citoyens consti-

tuent également une difficulté sérieuse pour le MRAC. Une partie des Belges reste nostalgique de l'époque coloniale, une autre est partisane de la reconnaissance des crimes coloniaux, d'une société ouverte et multiculturelle. Quant aux diasporas africaines de Belgique, elles établissent un lien causal entre le racisme et ses stéréotypes qu'elles subissent aujourd'hui et l'image des Africains que le musée a diffusée et diffuse dans la population.

Malgré ce contexte peu favorable, le musée et son directeur (qui se veut « prudent » et revendique le fait de « connaître ses limites ») ont avancé. En 2014, M. Gryseels présentait le résultat attendu après la rénovation en ces termes : « Le musée aura changé, passant d'un musée colonial à une institution du 21^e siècle. Ce sera également un lieu de rencontre où

les gens partageront leurs expériences, où le dialogue inter-culturel sera promu, où les enfants d'origines culturelles différentes pourront trouver des outils pour construire leur propre identité et où les individus seront encouragés à se réconcilier avec le passé et à devenir des citoyens responsables d'un monde globalisé. » (2)



G. Gryseels (MRAC):
« Nous espérons 200.000 visiteurs par an. »

© MRAC FRANK ABBELOOS

« Le musée aura changé, passant d'un musée colonial à une institution 21^e siècle. »

Aujourd'hui, le musée « rénové » a ouvert ses portes. Les objectifs fixés ont-ils été atteints ? Le musée de Tervuren et son exposition permanente ont-ils été « décolonisés » ? Guido Gryseels a accepté, avec beaucoup de courtoisie, de nous présenter son point de vue, et de répondre à nos questions.

SUCCÈS SPECTACULAIRE »

Ensemble ! : Votre musée vient de rouvrir ses portes au public, après une longue période de fermeture. Pourriez-vous nous présenter votre institution et le projet de rénovation qui a abouti à l'exposition permanente que vous présentez aujourd'hui ?

Guido Gryseels (MRAC) : Le Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC) est un établissement scientifique fédéral, placé sous la tutelle du ministre fédéral compétent pour la Politique scientifique. Il a été créé en 1898, sous le nom « Musée du Congo ». Nous avons évolué d'une situation où nous étions initialement une institution coloniale à celle que nous connaissons aujourd'hui, où nous sommes, au niveau mondial, le plus grand centre de recherche sur l'Afrique centrale, à la fois dans les sciences humaines et naturelles. Nous avons quatre grands domaines de recherches : la biologie, les sciences de la terre, l'anthropologie et l'histoire. 80 chercheurs travaillent dans nos services, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat. Ils mènent leurs recherches dans une vingtaine de pays africains. Nous gérons également des collections, les plus importantes au monde concernant l'Afrique centrale : 125.000 objets ethnographiques, 10.000.000 de spécimens zoologiques, 4 km d'archives historiques, etc. La plupart de nos recherches sont basées sur nos collections et nos archives, mais nous traitons également beaucoup de sujets contemporains. Au-delà de ce volet scientifique, nous avons tout un secteur de services au public : des ateliers éducatifs pour le public scolaire, de la diffusion de connaissances à travers nos publications et, enfin, notre exposition permanente et des expositions temporaires.

En 1910, nous avons emménagé dans le bâtiment actuel. Le Musée avait alors pour mission de faire de la propagande en faveur des activités coloniales belges, et nos activités scientifiques visaient à offrir un support à la colonisation. Jusqu'à l'indépendance du Congo, en 1960, le musée était placé sous la tutelle du ministre des Colonies. Après l'indépendance, nous avons été placés sous la tutelle de différents ministères (Education, Culture...) pour enfin être rattachés à celui de la Politique scientifique. Depuis cette époque, l'exposition permanente du musée a connu une longue léthargie, jusqu'à environ 2001 et mon arrivée à la direction du musée. Dès ma prise de fonctions, j'ai reçu la mission de moderniser l'institution. Avec l'ensemble des collègues, nous avons établi un plan stratégique. La première priorité était de rénover le musée dont l'exposition permanente n'avait plus guère changé depuis 1956, date de la rénovation précédente. Celle-ci montrait toujours le Congo avec le regard que la Belgique portait sur sa colonie avant son indépendance. En outre, le bâtiment du musée lui-même était vieillot, trop exigü, et avait un cachet colonial extrêmement

fort. Sur ses murs, il y a de multiples citations gravées de Léopold II et d'Albert Ier, affirmant que le colonialisme est une « mission de haute civilisation », etc. Il fallait donc réformer le musée, changer le contenu de l'exposition permanente, faire un musée beaucoup plus tourné vers l'Afrique contemporaine, présenter un regard critique sur le passé colonial... Cela passait par le rafraîchissement et la mise aux normes du bâtiment, la construction d'une extension, mais surtout par la réforme du contenu du musée. Nous avons commencé par une série d'expositions temporaires, dont la première, *CongoExitMuseum*, a posé la question de l'origine de nos collections. Tout cela nous a donné des éléments pour développer une nouvelle exposition permanente. Dès la première réunion qui s'est tenue sur le projet de rénovation, des représentants de la diaspora africaine se trouvaient autour de la table. En 2002, lors de notre premier séminaire de réflexion sur ce sujet, Billy Kalonji était déjà présent. En 2004, nous avons officiellement établi le *Comraf* (Comité de concertation MRAC - Associations africaines, dont il est devenu président (3)). Nous avons commencé par établir des collaborations autour d'événements culturels ou d'activités éducatives, puis notre collaboration a évolué vers une mission de conseil par rapport à notre projet de rénovation. En 2014, le *Comraf* a constaté que les personnes

« Nous sommes, au niveau mondial, le plus grand centre de recherche sur l'Afrique centrale. »

qui le composaient n'avaient pas elles-mêmes la disponibilité et l'expertise nécessaires pour suivre de près, et commenter en détail, notre projet de rénovation. Ils ont donc nommé un groupe de six experts, chargés de le faire au nom de la diaspora. Ce

groupe a constitué un interlocuteur régulièrement consulté. La collaboration n'a pas toujours été facile, notamment parce que nous étions tenus par les délais fixés pour réaliser la rénovation. Le rôle du groupe n'a pas toujours été clair. Certains membres ont très vite cessé de venir aux réunions. En fait, trois des membres participaient régulièrement aux réunions tandis que la présence des trois autres était beaucoup plus épisodique.

En tant qu'institution, trois positionnements cadrent désormais notre action. Premièrement, nous nous distancions du colonialisme comme système de gouvernement, en reconnaissant qu'il est *de facto* basé sur une occupation militaire, une gouvernance autoritaire (et parfois raciste), ainsi que sur une exploitation des ressources du pays colonisé. Avec nos yeux d'aujourd'hui, on ne peut que reconnaître que le colonialisme est un système immoral. Deuxièmement, nous reconnaissons les responsabilités de notre établissement par rapport à certains problèmes que connaît la Belgique d'aujourd'hui, en tant que société qui se veut ouverte et multiculturelle. Pendant plus de quatre-vingts années, nous avons diffusé un message de supériorité

⇒ européenne par rapport aux cultures africaines. Des générations de Belges ont eu un premier contact avec l'Afrique à travers notre musée, et nous avons contribué à inculquer à la population belge ce sentiment de supériorité européenne qui conduit à certains problèmes que notre société connaît aujourd'hui. Troisièmement, nous concevons notre place comme celle d'un forum de débats. Nous sommes un établissement scientifique et non une ONG défendant un programme activiste. Nous voulons donner, au travers de nos activités, un espace d'expression à celles et ceux qui ont des opinions engagées, mais c'est aux visiteurs de notre musée de se faire leurs propres opinions.

« Pendant plus de quatre-vingts années, nous avons diffusé un message de supériorité européenne par rapport aux cultures africaines. »

C'est ainsi que s'est construite notre nouvelle exposition permanente. Elle présente désormais des thèmes modernes qui concernent le développement durable et la biodiversité, les langues et les musiques, les rites et les cérémonies, la diaspora, les ressources naturelles, mais aussi une salle sur l'histoire longue de l'Afrique et une autre sur l'histoire coloniale de l'Afrique, abordant celle-ci avec une approche plus critique. Nous donnons, beaucoup plus que dans le passé, la parole aux Africains eux-mêmes dans notre exposition. Ce sont eux qui, dans les vitrines et les moyens audio-visuels mis à disposition, expliquent leurs rites et cérémonies, leurs langues, etc. Nous donnons également une place importante aux Africains pour parler du passé colonial. C'est notamment le cas du professeur M'Bokolo dans notre nouvelle salle d'histoire coloniale. Une des questions que nous avons rencontrées portait sur le sort à réserver aux symboles du colonialisme présents dans le musée. Beaucoup de ces témoignages du colonialisme n'étaient pas amovibles, parce qu'ils étaient intégrés aux murs du bâtiment, qui est un patrimoine historique classé. Nous les avons abordés en les contextualisant avec des notices. Au-delà de ces textes, nous avons également demandé à des artistes contemporains africains de réaliser des œuvres qui confrontent ces messages coloniaux.

Au bout de ce long cheminement, nous avons pu ouvrir nos portes au public le 9 décembre 2018. Depuis, nous connaissons un succès spectaculaire, avec en moyenne

L'ancien bâtiment de 1910 restauré, vu du nouveau pavillon d'entrée. Un point de vue contemporain qui se distancie du passé colonial et le recadre ? Mais pour le prolonger ou pour le confronter ? En 2019, le MRAC est-il devenu transparent comme « une maison de verre » ? Nous avons demandé à son directeur si les principaux documents relatifs à sa rénovation (déclaration de mission, scénographie...) étaient déposés dans sa bibliothèque et accessibles aux chercheurs. Il nous a indiqué que non, mais qu'il allait « y réfléchir ».

10.000 visiteurs par semaine. Tout n'est certainement pas encore parfait, et notre exposition fait ses maladies de jeunesse. Il y a des problèmes techniques, des textes qui ne sont pas assez grands, d'autres qui ne sont pas assez clairs, et il faut mieux faire ressortir le fil rouge de l'exposition, etc. Nous avons déjà réalisé une étude à partir du regard des visiteurs et de « groupes tests ». Nous en tirons des enseignements sur tout ce qui reste à améliorer. Il y a également une discussion qui se poursuit avec la diaspora africaine. Depuis l'ouverture, il y a eu de grands débats sur les restitutions et sur le passé colonial. Nous avons également reçu la visite d'un groupe de travail des Nations Unies sur les personnes afro-descendantes. Nous sommes au centre de débats, et il y a une attention internationale majeure pour notre musée. A l'ouverture, nous avons accueilli plus de 400 journalistes, dont les trois quarts venaient de l'étranger.

Quel est le financement du musée, et comment sa structure de gouvernance fonctionne-t-elle ? En 2000, M. Capenberghs avait formulé un tout autre projet pour la rénovation du musée. Comment se sont faits les choix stratégiques et de détail qui ont conduit au résultat actuel ?

Près de 70 % de nos moyens proviennent de la Politique scientifique fédérale. 20 % proviennent de la



© MRAC JO VAN DE VIJVER

Coopération au développement. Le reste provient de subventions que nous allons chercher ailleurs, par exemple dans les budgets de recherche européens. Pour ce qui concerne la rénovation du bâtiment, nous avons bénéficié d'un financement exceptionnel de 66 millions de la Régie des bâtiments. Les 8 millions nécessaires pour l'aménagement des nouvelles salles ont essentiellement été financés par la Loterie nationale, la Banque nationale et Toerisme Vlaanderen et, de façon comparativement moins importante, par des sponsors privés.

Du point de vue financier, notre institution connaît une période difficile depuis cinq à six ans. Hors dépenses de rénovation, notre budget annuel est de 16 millions. Il y a six ans, nous en étions encore à 18 millions. Depuis la crise bancaire de 2008, les dépenses du secteur public ont été drastiquement réduites. Au cours des six dernières années, nos budgets de fonctionnement et de personnel ont été diminués de 25 %. Il y a six ans, nous étions 300 membres du personnel ; nous ne sommes plus que 230 aujourd'hui. Nous avons donc ouvert un musée qui a une surface d'exposition double de la précédente avec un quart de personnel de moins. Comme tous les établissements scientifiques fédéraux, nous sommes de ce point de vue dans une situation de crise. Pendant plusieurs années, nous n'avons plus procédé

au remplacement du personnel partant. Nous arrivons au bout de ce qu'on peut faire dans ce cadre. Ou bien un programme de refinancement est prochainement mis en place, ou bien nous devons abandonner certaines activités.

Comment et qui prend les décisions ? Quand je suis déjà arrivé au Musée, en 2001, il y avait déjà des discussions sur la rénovation. Joris Capenberghe avait travaillé pendant quelques mois sur un projet de rénovation, mais ses idées n'étaient pas considérées comme réalistes. Il proposait, et cette idée est parfois ressortie depuis lors, de garder l'exposition de l'ancien musée

**« Ma ligne directrice était de voir
s'il y avait une validation scientifique
des textes, et de la faire primer. »**

telle qu'elle était, comme une sorte de témoignage du colonialisme et du regard colonial, et de construire en sus un nouveau musée sur l'Afrique contemporaine. Mon opinion, qui était largement partagée par mes collègues à cette époque, était que c'était une piste intel- ↗



⇒ lectuellement séduisante mais qu'elle était impossible à financer. Il faut connaître ses limites, et ma conviction était qu'on n'obtiendrait jamais du gouvernement des moyens pour mener un tel projet.

En tant que directeur général, j'ai été à l'initiative de l'ensemble du processus, qui a bien entendu donné lieu à des consultations du ministre de tutelle et des décisions des organes de gestion. Nous avons rédigé un plan stratégique et un plan pour la rénovation. Ils ont

« Pour la plupart des écoles belges, la visite de Tervuren est quasi obligatoire. »

été approuvés par notre Conseil de direction interne, notre Conseil scientifique et notre Conseil de gestion. Une fois que nous avons disposé de ces plans, nous avons entamé les discussions avec la Régie des bâtiments mais aussi avec une cinquantaine d'autres interlocuteurs administratifs et institutionnels concernés. En 2006, le gouvernement fédéral a formellement approuvé le projet de rénovation qui comportait un projet architectural et une première idée globale du contenu. En interne, un Comité de pilotage de la rénovation, regroupant sous ma conduite les principales personnes concernées, a dirigé le processus. Pour chaque salle d'exposition, un groupe de travail était chargé d'en développer le contenu, sous la houlette d'un Commissaire scientifique accompagné d'un coordinateur de notre service de muséologie. Il y avait également un groupe de travail pour discuter du contenu global de la nouvelle exposition. Les décisions étaient prises au sein du Comité de pilotage, qui se réunissait toutes les semaines. J'ajoute que pour le contenu des salles, tout ce qui a été exposé et tous les textes ont été soumis à un *peer review* scientifique extérieur au musée. Tous les textes ont également été soumis pour avis au groupe des six experts de la diaspora, qui n'a pas toujours répondu. Au terme des échanges, le Comité de pilotage faisait les arbitrages finaux, ou au besoin moi-même, en tant que directeur général du musée.

Différents acteurs étaient impliqués pour la rédaction des textes (scientifiques, muséologues, éditeurs...) au terme de leur processus d'édition, je les ai tous relus personnellement. J'assume la responsabilité des validations finales, même dans les cas où, personnellement, je n'étais pas intimement d'accord. Ma ligne directrice était de voir s'il y avait une validation scientifique des textes, et de la faire primer. J'ai estimé que les opinions personnelles, les miennes y compris, devaient s'effacer devant les points de vue scientifiques pertinents.

Concernant la salle d'histoire coloniale, on a pu lire dans la presse que certains scientifiques s'étaient retirés du processus d'élaboration de l'exposition en protestation

par rapport à la ligne adoptée. Il y a, selon moi, très peu de vrai là-dedans. Dans les faits, les grandes discussions ont mis en tension les scientifiques et les muséologues. Par nature, un scientifique veut être nuancé et arrive avec des propositions de textes de cinquante pages, deux cents thèmes, cinq cents sous-thèmes, des milliers de photos etc. Mais finalement, on n'avait que trois cents mètres carrés d'exposition pour cette salle ! Il revint donc aux muséologues de rappeler ce principe de réalité : ce qui était présenté en trente pages devait être ramené à « trois lignes ». Certains scientifiques ont décidé qu'il leur était difficile de continuer de travailler dans ces conditions, mais celles-ci sont la règle du jeu dans un musée...

Quel public espérez-vous attirer avec votre nouvelle exposition ?

Notre musée est un « musée familial », conçu pour accueillir les familles et un public scolaire, âgé de 4 à 17 ans. Pour la plupart des écoles belges, la visite de Tervuren est quasi obligatoire et figure dans le curriculum d'études. Près de la moitié de notre public est composé d'enfants en âge scolaire. Nous sommes également ouverts aux amateurs d'art, d'histoire et de la biodiversité. Le nouveau public que l'on voulait attirer, c'était la diaspora africaine, qui précédemment fréquentait très peu Tervuren. Depuis notre ouverture, environ 15 % de nos visiteurs sont d'origine africaine. C'est une évolution dont je suis très fier. En période de croisière, nous espérons arriver à une moyenne de 200.000 visiteurs par an.

« Votre musée est aujourd'hui présenté au public sous le nom de « AfricaMuseum ». Or son exposition permanente ne porte que sur le Congo et, dans une moindre mesure, sur le Rwanda et le Burundi. Pourquoi avez-vous fait ce choix d'un nom qui ne correspond pas au contenu ? N'est-ce pas problématique ?

Le nom officiel du musée n'a pas changé. Nous restons officiellement le Musée royal de l'Afrique centrale. Le terme « AfricaMuseum » qui est aujourd'hui utilisé et mis en avant dans nos campagnes de communication était déjà employé depuis une vingtaine d'années. C'était notamment le terme utilisé pour notre site internet et pour nos courriels, etc.

Pourquoi avoir choisi ce nom ? Tout d'abord parce que la plupart des thèmes et la façon dont nous les traitons ont un lien direct avec l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, même si la plupart de nos collections proviennent de l'Afrique centrale et surtout (à 85 %) du Congo. Ensuite, parce que nous pensions que mettre en avant des noms comme « Musée du Congo » ou « Musée de l'Afrique centrale » nous aurait donné un cachet colonial, que nous souhaitions éviter. En effet, la façon dont le terme « Afrique centrale » est utilisé en Belgique, pour désigner les trois pays qu'elle a colonisés, a déjà une connotation coloniale. En utilisant le terme *AfricaMuseum*, nous souhaitons dépasser ce point de vue.

Globalement, le récit narratif global de l'exposition n'apparaît pas très clairement...

Après l'ouverture on a effectivement réalisé qu'on n'avait pas suffisamment fait ressortir le « fil rouge » du musée. Moi-même, c'est seulement lorsque j'ai visité chaque salle avec son commissaire scientifique que j'ai vraiment compris ce qu'elle racontait et qu'il y avait beaucoup plus dedans que ce que j'y avais vu. Il est donc exact que le fil rouge de l'exposition et les messages ne sont pas toujours assez clairs. On devra retravailler cette question.

Dans sa communication publique, le musée répète régulièrement son ambition d'avoir réalisé ou de poursuivre sa « décolonisation » et celle de son exposition permanente. Quel sens donnez-vous à ces mots ?

Pour moi, « décoloniser le musée », c'est un processus global qui concerne la façon dont nous regardons l'Afrique, celle dont nous travaillons avec les Africains, et la prise de distance par rapport à la colonisation. La

« Pour moi, "décoloniser le musée", c'est un processus global. »

première composante de ce processus concerne le développement de nos relations avec les diasporas africaines de Belgique. Nous avons mis en place des relations avec celles-ci, notamment à travers le Comraf. Je me rends bien compte que ça ne va pas encore assez loin. Il y a des diasporas qui demandent un partage du pouvoir de décision concernant des activités du musée, et nous allons examiner ces demandes. La seconde composante, c'est de développer un nouveau narratif sur le passé colonial. Ce processus est engagé, notamment à travers notre nouvelle salle d'histoire coloniale. Le troisième élément est de développer un nouveau regard sur nos propres collections. La plupart de nos collections ont été décrites par des chercheurs blancs. Très peu de scientifiques africains ont contribué à la connaissance de nos collections. Il faut également regarder ces collections d'un point de vue africain. Le quatrième aspect, c'est la façon dont nos recherches scientifiques sont menées. Pendant longtemps, ces recherches étaient réalisées par des Blancs, et les Africains n'y contribuaient qu'à titre technique et subalterne. Aujourd'hui, nous essayons d'inscrire nos recherches dans le cadre de partenariats avec des chercheurs africains. Le cinquième élément, c'est de mener une politique de diversité pour le recrutement de notre propre personnel. En 2001, quand j'ai pris mes fonctions de directeur du musée, pas un seul Africain n'y travaillait. Aujourd'hui, il y a 8 % de personnes africaines ou d'origine africaine parmi notre personnel et nos scientifiques. Nous devons avancer dans cette direction, mais nos problèmes financiers ont limité nos opportunités d'engagement. Nous devons également assurer une plus grande diversité dans nos organes de gestion. Nous le ferons bientôt, notamment dans notre Conseil scientifique. La décolonisation du musée est lancée. C'est un processus dont on ne pourra réellement juger des effets que dans au minimum dix ou quinze ans.



Statue de « Noir » en habit colonial, dans la cafétéria du musée, en 2012. Depuis la rénovation de 2013-2018, cette statue (dite « d'art colon ») ne figure plus dans la partie du musée accessible au public. Nous avons néanmoins été surpris de retrouver un « cousin » de celle-ci dans l'entrée du bâtiment de la direction du musée lorsque nous sommes allés faire l'interview de G. Gryseels. Elle aurait, paraît-il, « toujours été là ». Ces statues n'auraient-elles pas toute leur place dans l'exposition, avec un commentaire adéquat ? Quelle est leur origine ? Quand ont-elles été réalisées ? Pourquoi ? Qui les a achetées ? Comment sont-elles entrées au musée ? Qu'ont-elles représenté pour les différents types de visiteurs ? Que représentent-elles aujourd'hui pour le personnel du musée et ses interlocuteurs, lorsqu'ils se rendent dans le bâtiment de la direction ? Toutes ces questions soulevées par ces statues pourraient nous en apprendre beaucoup sur la colonisation, les relations belgo-congolaises et le rôle du musée dans celles-ci. La présence de cette statue (ci-dessus) dans le musée a notamment été évoquée par Morrison (2006), p. 190, et Silverman (2013), p. 19.

CC BY 2.0 FLICKR DIERK SCHAEFER

⇒ Avez-vous formulé des objectifs opérationnels dont la réalisation est vérifiable concernant la décolonisation de votre exposition permanente ?

Tout d'abord, nous avons supprimé les messages coloniaux véhiculés par l'ancienne exposition, même si je pense que nous devons parfois encore aller plus loin. Il y a également le grand débat sur la restitution, auquel il faut prendre part. On doit considérer la restitution de certains objets provenant de pillages, mais aussi développer nos collaborations avec les musées africains, leur assurer un accès plus facile à nos collections, les aider à renforcer leurs capacités, etc. Pour le reste, notre vision de ce qu'est la décolonisation du musée et de notre exposition permanente n'est pas figée. Nous apprenons tous les jours des contacts que nous avons avec des Africains et des membres de la diaspora, et nous continuons à avancer. Par exemple, la semaine passée, je discutais avec une personne d'origine africaine qui me disait qu'un des textes présents dans la salle d'histoire coloniale utilisait encore les termes « structures traditionnelles africaines » et qu'elle trouvait cela étrange et problématique. J'ai donc consulté la Commissaire scientifique principale de l'exposition, elle-même d'origine africaine. Celle-ci m'a indiqué que cette remarque était pertinente et qu'il fallait changer ce texte.

Concernant les crimes coloniaux belges et leur qualification, le musée n'en reste-t-il pas à la position adoptée par la Belgique après 1909, du type : « *Il y a eu des cruautés et des abus sous le régime léopoldien, mais il y est mis fin après la reprise du Congo par la Belgique, qui apporte le développement aux Congolais.* » Dans une vidéo présentée dans la salle d'histoire, le professeur Elikia M'Bokolo indique qu'il y a eu au Congo « *un génocide grave entre 1880 et le lendemain de la Première Guerre mondiale* ». Cependant, l'ensemble des notices du musée évitent soigneusement de parler de la colonisation belge en termes de « crimes » et *a fortiori* de « crimes contre l'humanité », en préférant qualifier les faits par des termes euphémisants du type « violences », « abus », « exactions », etc. Peut-on prétendre porter une orientation décoloniale sans reconnaître précisément, et nommer comme tels, l'ensemble des crimes contre l'humanité commis par les Belges, depuis le début de la colonisation jusqu'à l'indépendance ?

« Est-ce à nous de qualifier les faits de "crimes contre l'humanité" ? Est-ce à nous de nous positionner en termes de "demandes d'excuses" ? »

J'entends vos remarques. D'un autre côté, les anciens coloniaux nous reprochent de critiquer Léopold II sans mettre en avant, selon eux, les aspects positifs de son action. La salle d'histoire coloniale n'était donc pas facile à réaliser. Dans la première version de notre plan de rénovation, nous n'avions pas prévu cette salle. Finalement, nous avons soumis notre projet à un *peer review*



Statue de « Noir » en habit de serveur, dans la cafétéria du musée, en 2012. Un autre cousin de la statue « Noir » en habit colonial. Depuis la rénovation de 2013, cette statue a également été retirée de la partie de l'exposition accessible au public. Elle aurait, avec un commentaire adéquat, elle aussi toute sa place dans l'exposition elle-même.

CC BY 2.0 FLICKR DIERK SCHAEFER

international, et ces experts nous ont convaincu qu'on ne pouvait pas y échapper. Nous avons donc créé cette salle, mais nous ne disposons pour ce faire que de 300 mètres carrés. C'est très difficile d'exposer cette histoire complexe dans cet espace limité, et beaucoup d'aspects

critiques y sont présentés à travers des supports audio-visuels. Je trouve que le regard que nous présentons sur le passé colonial est très critique, en particulier sur la période léopoldienne, mais aussi sur le Congo belge. Quant au fait que nos textes utilisent le terme « violences » plutôt que « crimes », je suis très prudent en ce domaine. Je pense qu'il y a une différence entre les faits scientifiques et le regard porté sur

ceux-ci d'un point de vue activiste. Est-ce à nous de qualifier les faits de « crimes contre l'humanité » ? Est-ce à nous de nous positionner en termes de « demandes d'excuses » ? On se situe dans une zone grise. La récente visite du groupe d'experts de l'Onu a pointé cette question. C'est une critique que nous devons examiner, et nous allons y réfléchir. Les notices de l'exposition

permanente ont pour la plupart été rédigées il y a déjà deux ans. Entre-temps, il y a eu dans la société et dans le débat public des évolutions majeures. Il y a eu la remise au président Macron du rapport sur la restitution, et de larges discussions sur le passé colonial. Le musée donne aux visiteurs les éléments pour qu'ils puissent réfléchir et se faire leurs propres opinions, mais nous évitons de leur en imposer, même si dans les faits nous les orientons. Nous devons évoluer tout en gardant un équilibre. J'avoue qu'on est parfois un peu prudents. Mais en tant que directeur d'un musée et d'une institution scientifique, c'est mon rôle d'être prudent.

Je ne suis par contre pas d'accord avec votre appréciation selon laquelle on est resté dans le registre des discours de la période de 1909 pour la colonisation sous l'égide de la Belgique. Vous ne verrez pas dans notre exposition l'ancien discours sur les « aspects positifs » de la colonisation. Nous pointons bien, par exemple, les limites de l'organisation de l'éducation : un enseignement élémentaire, uniquement masculin, avec une orientation exclusivement technique, etc. Tout comme nous montrons la pratique de la « ségrégation » dans les grandes villes congolaises.

Le musée affiche publiquement l'ambition de présenter l' « Afrique contemporaine » dans son exposition permanente. Or, en visant l'exposition permanente, on a l'impression que l' « Afrique contemporaine » ou le Congo contemporain y sont assez peu présents. Quel est le PIB du Congo ? Le budget de l'Etat congolais ? Quels sont les revenus des Congolais ? Qu'en est-il des inégalités ? Quelle est la situation militaire et humanitaire au Congo ? Où en sont les Droits humains ? Quelles sont les guerres qui s'y sont déroulées ? Le public qui visite l'exposition n'en saura rien...

C'est vrai que ces sujets ne sont pas présents. On ne peut pas parler de tout, c'est en grande partie une question de place et il faut donc faire des choix. Un autre problème concerne l'aspect muséographique : pour aborder des sujets, nous devons trouver dans nos collections des objets qui permettent de les évoquer. Nous avons discuté de ces questions en interne, et nous pensons également que ces sujets seront beaucoup mieux traités dans des expositions temporaires. C'est ce que nous allons faire. Ce sont des sujets extrêmement complexes : le génocide au Rwanda, les guerres au Burundi, Lumumba, Mobutu, Kabila I, Kabila II, l'état du Congo aujourd'hui...

Vous dites que ces sujets ne sont pas abordés, essentiellement faute de place. Il y a cependant des parties de l'exposition actuelle, comme l' « Africatube », qui occupent un espace important sans qu'on ne perçoive bien, ni leur pertinence, ni le public que cela intéresse réellement... Ne faudrait-il pas reconsidérer les priorités pour faire une véritable place au Congo contemporain au sein de l'exposition permanente ?
Le but de l'Africatube, c'était d'offrir un regard sur

l'Afrique contemporaine, fait pour les jeunes et par les jeunes. Ce n'est pas encore tout à fait abouti ni bien mis en évidence. Je vous accorde qu'il y a un pan de la réalité de l'Afrique contemporaine qui n'est pas présent dans l'exposition, mais c'est complexe et difficile de le présenter. Nous allons réfléchir à ce sujet.

J'aimerais revenir sur un objet que vous avez voulu emblématique de l'exposition, puisqu'il est le premier que le visiteur rencontre : la Grande pirogue. Pour-

quoi avez-vous choisi de le mettre en évidence et de le présenter comme vous l'avez fait ? Qu'évoque-t-il pour vous ?

La mise en évidence de la Grande pirogue est un choix opéré dès le début par nos architectes, parce

qu'il s'agit d'un symbole iconique du musée. En outre, il s'insère particulièrement bien dans le couloir d'entrée, qui suggère une sorte de fleuve dans lequel la pirogue vous emmène. Initialement, on avait également prévu d'évoquer à cet endroit le fleuve Congo sur un grand écran...

Pour conclure : pour aller jusqu'au bout de la décolonisation du musée, ne faut-il pas envisager des modifications de la structure institutionnelle même du musée ? Par exemple en inscrivant son fonctionnement dans le cadre d'accords de coopération avec le Congo, le Rwanda et le Burundi, ou encore avec l'Unesco ? On imagine mal, par exemple, que la Wallonie fasse aujourd'hui un musée sur la Flandre sans que celle-ci y soit pleinement associée institutionnellement, ou que la France le fasse sur l'Algérie, etc. Cela ne doit-il pas également valoir pour le Congo ?

Est-ce que l'on doit aller plus loin en matière de décolonisation ? Oui, certainement. Aujourd'hui on regarde nos collections comme un patrimoine partagé, sur lequel nous avons le droit juridique mais les Congolais ont également un droit moral. A long terme, on devra certainement adopter un régime de cogestion, mais selon quel modèle ? Cela doit faire l'objet de discussions. Dès maintenant, nous renforçons nos collaborations avec les musées du Congo et du Rwanda. Nous allons également créer au Musée un Comité consultatif composé d'Africains et de membres de la diaspora pour remettre formellement des avis au Musée. Nous devons également avoir une représentation africaine beaucoup plus importante dans nos organes de gestion. J'espère que le prochain président, ou la prochaine présidente, du conseil scientifique de ce musée sera un.e Africain.e. J'espère également que le prochain directeur ou la prochaine directrice de ce musée, ou le.a suivant.e, sera un.e Africain.e. □

(1) Cité par Alan Riding in Belgium Confronts Its Heart of Darkness, New York Times 21.09.2002

(2) Gryseels, G. (2014), p. 120

(3) Ndlr : le Comraf est composé de 17 membres : 5 issus du musée et 12 issus des associations de la diaspora africaine de Belgique. Son rôle est consultatif. Voir interview du président du Comraf en p. 37.